

## **Eléonor BRETON**

**Docteure en sociologie** du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM)

**Attachée territoriale** (en disponibilité)

**Docteure en sociologie** du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM)

Qualifiée aux fonctions de maître de conférences en sociologie et en science politique

1<sup>ER</sup> prix Georges-Dupuis des collectivités territoriales 2020

**Chercheuse contractuelle** au laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNAM)

**Franco-australienne, 37 ans**

**Adresse professionnelle** : LISE - Conservatoire national des arts et métiers

1LAB40 - 2 rue Conté - 75003 Paris

**Email** : eleanor.breton@lecnam.net

**Tél** : 06 75 83 21 92

### **Résumé du profil :**

- De formation pluridisciplinaire (histoire – sociologie – science politique), j’enseigne depuis 2013 la science politique, la sociologie de l’action publique, et la sociologie générale à différents niveaux. J’enseigne devant tous types de publics, en formation initiale et continue. J’enseigne également la science politique en anglais.

- Ma thèse portait sur la construction d’une juridiction territoriale par les conseils départementaux et a obtenu le 1<sup>er</sup> prix de thèse du GRALE - Groupement de recherche sur l’administration locale en Europe (2020).

- Je travaille sur l’action publique, notamment territoriale, en particulier sur les politiques d’aménagement du territoire, de transition écologique et d’adaptation au changement climatique ainsi que sur les politiques sociales. J’étudie ces politiques publiques par le biais de l’organisation du travail de ses acteurs, des instruments d’action publique, des politiques de réformes et de changement institutionnels.

- Dans le cadre d’une convention de recherche avec Météo-France entre 2020 et 2022, j’ai travaillé sur les recompositions des services de prévision fournis par Météo-France à ses usagers. Je continue de travailler avec des ingénieurs de Météo-France sur le rapport des gestionnaires de crise à l’incertitude météo. Depuis mars 2023, je travaille également sur une recherche pluridisciplinaire portant sur les discriminations et les inégalités dans l’accès aux droits sociaux, dans le cadre d’un projet franco-allemand (ANR-DFG).

- **Thématiques de recherche** : action publique ; politiques de l’environnement et de la transition écologique ; prévision et risque météo-climatique ; politiques sociales et discriminations ; administrations et institutions ; gouvernance multi-niveaux ; réformes de l’État et des collectivités locales ; travail politique et administratif

## SOMMAIRE

---

|   |       |
|---|-------|
| 1. Parcours et formation universitaire.....                       | p. 3  |
| 2. Expérience professionnelle non académique.....                 | p. 4  |
| 3. Activités de recherche.....                                    | p. 3  |
| 3.1 Axes de recherche.....  | p. 3  |
| 3.2 Thèse.....  | p. 7  |
| 3.3 Publications.....   | p. 8  |
| 3.4 Participation à des manifestations scientifiques.....         | p. 13 |
| 3.5 Autres activités collectives et animations scientifiques..... | p. 16 |
| 4. Activités d'enseignement et ingénierie de formation .....      | p. 16 |

## 1. PARCOURS ET FORMATION UNIVERSITAIRE

---

J'ai une formation pluridisciplinaire en sciences sociales. Ma double-licence en histoire et en science politique à l'Université Paris-I (2004-2007), puis l'obtention de deux masters en science politique en 2009 et en 2010 (l'un, professionnel, portant sur l'action publique territoriale, obtenu à l'IEP d'Aix-en-Provence, puis un second, en recherche, mené à l'Université Paris-I) ont forgé mes premiers outils d'analyse, ancrés dans la sociologie politique. Après une expérience professionnelle de deux ans comme cadre en collectivité locale, je suis revenue dans le champ de la recherche au Conservatoire national des arts et métiers grâce à l'obtention d'un contrat doctoral en sociologie proposé à des candidats déjà engagés dans une vie professionnelle non académique. Je suis aujourd'hui docteure en sociologie, qualifiée aux fonctions de maître de conférences en sociologie et en science politique.

- Depuis mars 2023 **POST-DOCTORAT AU LISE** (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, UMR 3320, CNAM/ CNRS) – **ANR-DFG Access-Plus** (Access to Social Rights in France and Germany - Inequalities and Discriminations, Gender and Migration, in the Multiscalar Sociopolitical European Space)
- 2020-2022 **POST-DOCTORAT AU CEET** (Centre d'études de l'emploi et du travail - CNAM) dans le cadre d'une convention avec Météo-France - **Convention IDOL** (Identification des obstacles et leviers à la traduction des progrès scientifiques et techniques en amélioration de la qualité des services rendus aux usagers publics et privés par Météo-France)
- 2012-2019 **DOCTORAT EN SOCIOLOGIE AU LISE** (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, UMR 3320, CNAM/ CNRS) : *La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015)*
- Directrices de thèse : Marie-Anne Dujarier, professeure de sociologie (Université Paris-VII, LCSP et LISE) et Brigitte Gaïti, professeure de science politique (Université Paris-I, CESSP).
- Membres du jury : Philippe Bezes (CNRS, Sciences Po Paris), Didier Demazière (CNRS, Sciences Po Paris), Anne-Cécile Douillet (Université de Lille, CERAPS), Olivier Giraud (CNRS, CNAM), Marie-Vic Ozouf-Marignier (Géographie-cités, EHESS).
- La réalisation de la thèse a été financée par un contrat doctoral (2012-2015) puis un contrat d'ATER (2015-2017) au CNAM.*
- 2011-2012 Directrice-adjointe de la direction Éducation et Enfance, Ville d'Asnières-sur-Seine.
- 2010 Lauréate du concours d'attaché territorial

- 2009-2010 **MASTER 2 RECHERCHE EN SCIENCE POLITIQUE - SOCIOLOGIE ET INSTITUTIONS DU POLITIQUE**  
 Université Paris-I  
 Titre du mémoire : *Candidater à un appel à projet. L'histoire d'un apprentissage discret des normes de l'action publique locale. Le cas d'un appel à projet FEDER en Région*, sous la direction de Brigitte Gaïti.
- 2008-2009 **MASTER 2 PROFESSIONNEL EN SCIENCE POLITIQUE - ACTION PUBLIQUE TERRITORIALISEE**  
 Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence
- 2007-2008 **MASTER 1 DE SCIENCE POLITIQUE**  
 Université Paris-I et Université de Stockholm (Suède)
- 2004-2007 **BI-LICENCE HISTOIRE / SCIENCE POLITIQUE**  
 Université Paris-I
- 2001-2004 **LYCEE GABRIEL GUIST'HAU**  
 Nantes

## 2. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE NON ACADEMIQUE

---

2011-12

(20 mois)

### **Directrice-adjointe en charge des moyens (direction de l'Éducation et de l'Enfance) à la mairie d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine)**

- Coordination des services internes et des partenaires (Éducation nationale, parents d'élèves, prestataire de restauration scolaire...) dans le cadre de projets éducatifs et de la gestion des moyens des écoles
- Gestion du contrat de restauration scolaire
- Animation de groupes de travail avec les partenaires privilégiés
- Appui aux élus municipaux dans leurs missions liées à l'éducation et à l'enfance (préparation de notes d'informations, de courriers, des réponses de la ville dans le cadre des conseils d'écoles, etc.)

2009

(6 mois)

### **Stagiaire au Conseil régional de Rhône-Alpes (Service Développement durable, Direction de la prospective, de l'évaluation, et des relations aux citoyens) (Rhône)**

- Préparation de l'appel à projet développement durable 2009 et suivi des lauréats 2008 : réunions d'information sur l'appel à projets ; prises de contact avec les porteurs de projets ; instruction des dossiers ; organisation et gestion de réunions, accompagnement des lauréats
- Réflexion et proposition d'outils de mise en réseau des acteurs rhônalpins du développement durable

### 3. ACTIVITES DE RECHERCHE

---

#### 3.1. AXES DE RECHERCHE

Mon travail de recherche a porté principalement jusqu'à présent sur les transformations, notamment territoriales, de l'action publique contemporaine dans un contexte de recomposition des relations entre les niveaux de gouvernement et de réformes de l'État (A). Dans la continuité de ces premiers travaux, je travaille également sur les transformations de l'action publique liées à la mise en œuvre de politiques de transition écologique (B). Un premier post-doctorat m'a amenée à m'intéresser aux réorientations des activités de Météo-France vers le renforcement de ses services de conseil aux usagers professionnels pour mieux prendre en compte l'incertitude météorologique (C). Depuis mars 2023, je travaille sur les discriminations à l'endroit des femmes et des minorités ethno-raciales dans l'accès aux droits sociaux selon une perspective multi-scalaire (D). Dans le cadre de mes différentes enquêtes, je travaille à partir d'un matériau varié (archives, littérature grise, observation participante, entretiens), articulant des niveaux d'analyse micro et macro-sociologiques. Les analyses que je développe croisent des questionnements issus de la sociologie politique des institutions, de la sociologie de l'action publique, de la sociologie du travail et des administrations, ainsi que plus récemment, de la sociologie des sciences et des techniques.

A/ Je me suis d'abord intéressée aux **transformations de l'action publique à partir des politiques territoriales** et des dispositifs par lesquels elles se déploient, comme les contrats d'action publique, les appels à projets, les diagnostics territoriaux, ou encore des dispositifs organisationnels, comme les politiques de déconcentration des collectivités locales. A travers la mise en œuvre de ces instruments je m'intéresse à la construction des rapports politiques aux territoires et aux capacités de gouvernement des institutions, dans un contexte de reconfiguration des relations entre échelles d'action publique. Cette perspective permet notamment de comprendre comment les enjeux d'aménagement du territoire sont travaillés par des « luttes de juridiction » territoriale entre les acteurs. La gouvernance multi-niveaux est ainsi saisie dans les jeux de concurrence que régulent ces dispositifs, incorporant pour certains des éléments de « nouveau management public ». Dans ce cadre, je porte une attention particulière au rôle des administrations des collectivités locales et de leurs agents dans les entreprises de légitimation politique induites par la compétition territoriale ainsi que dans la production d'outils d'expertise. Mes recherches articulent ainsi des problématiques relatives à l'organisation du pouvoir local (*politics*), et celles relevant des outils des politiques publiques (*policies*), en particulier des politiques constitutives, structurant le fonctionnement des institutions. Je cherche alors à saisir les dynamiques de transformation de l'action publique à travers la recomposition des pratiques de travail des acteurs et leurs produits (écrits du travail, organisation et division du travail administratif et politique, fabrique de dispositifs, outils de gestion, etc.).

Dans la même veine, je me suis également intéressée aux **réformes managériales de l'État** et à la manière dont elles sont mises en œuvre, par le biais des recompositions du travail des agents et des concurrences institutionnelles qu'elles génèrent (ce qui a donné lieu à la coordination d'un numéro de la revue *Politix* en 2018).

B/ Dans la continuité de mes premiers travaux et à la faveur d'enseignements sur les instruments des politiques environnementales à AgroParisTech, j'ai donné une nouvelle

inflexion à mes orientations de recherche, en m'intéressant aux **politiques de la transition écologique**. J'ai notamment commencé une enquête sur la mise en œuvre des CRTE (contrats de relance et de transition écologique) lancés en 2021 par l'État à destination des EPCI. Outre leur actualité et leur relative nouveauté, les politiques de la transition écologique sont particulièrement intéressantes à mes yeux car elles présentent des enjeux similaires à ceux des politiques territoriales. C'est d'une part celui de la transversalité des problèmes publics, et des limites de leur cadrage segmenté (le mouvement des « gilets jaunes » s'en est d'ailleurs fait l'écho en rappelant notamment que les politiques de transition écologique pouvaient difficilement faire l'économie d'une attention à la question de la justice sociale et à celle de la participation des citoyens à la décision). C'est d'autre part celui de « l'inter-territorialité » des questions environnementales, qui dépassent largement les frontières et les périmètres institutionnels des territoires, que l'on songe par exemple aux politiques de mobilité ou de gestion des bassins versants. Les politiques de transition écologique font l'objet d'une mobilisation accrue des pouvoirs publics notamment locaux, et permettent ainsi d'interroger à nouveaux frais les dynamiques de la gouvernance territoriale et de renouveler un certain nombre de questionnements classiques sur l'action publique. Elles posent la question de la prégnance des logiques sectorielles et des compétences en « silos » exercées par l'État et les collectivités, des acteurs historiques qui les portent, et des conditions de possibilité d'une approche intégrée et coordonnée. Elles interrogent aussi la manière dont de nouvelles expertises et de nouveaux métiers se structurent autour des enjeux de transition écologique et constituent de nouveaux appuis permettant aux acteurs publics, mais aussi privés, de se positionner sur ces enjeux, de faire valoir leurs intérêts ou de capter des ressources. Enfin, les politiques de transition écologique au niveau local obligent à repenser l'articulation des échelles d'intervention publique en matière environnementale, notamment la capacité de l'État à territorialiser ses objectifs de lutte contre le changement climatique et les modalités par lesquelles les collectivités locales participent à la définition de ces objectifs et contribuent à leur mise en œuvre.

C/ Mes activités de recherche portent aussi sur la **prise en charge du risque et de l'incertitude météo-climatique** par les services de prévision météo ainsi que par les usagers professionnels de ces services. Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un post-doctorat de deux ans de 2020 à 2022 au CEET (Centre d'études de l'emploi et du travail / CNAM) en convention avec Météo-France. Je continue à mener ces travaux avec des membres de la direction des services météorologiques et de la direction inter-régionale Antilles-Guyane de Météo-France, plus spécifiquement sur le rapport des gestionnaires de crise (Sécurité civile, acteurs publics) à l'incertitude météo, en contexte hexagonal et insulaire. Je m'intéresse à l'incertitude et au risque sous deux angles principaux : d'une part, les rapports pluriels des usagers professionnels à l'incertitude météo-climatique et la manière dont ils la prennent en charge, et d'autre part, la stratégie de valorisation-monetisation par Météo-France de l'incertitude des prévisions météorologiques par le développement de la prévision dite probabiliste. Mon matériau est constitué d'entretiens individuels et collectifs (*focus groups*), de littérature grise, et d'observations.

La prévision probabiliste permet d'établir les prévisions météorologiques sous forme de probabilités (par exemple la probabilité de dépassement d'un certain seuil de vent) à partir de différents scénarios du temps qu'il pourrait faire, contrairement à la prévision déterministe, la plus couramment utilisée, basée sur un seul scénario de prévision qui neutralise artificiellement l'incertitude. En valorisant les données de prévision probabiliste, l'objectif de Météo-France est de redéployer l'expertise des prévisionnistes sur le renforcement des missions de conseil aux usagers, en particulier ses clients météo-

sensibles (gestionnaires de routes, énergéticiens, acteurs de l'aéronautique, sécurité civile, par exemple). L'enjeu est plus généralement de socialiser les organisations à la rationalisation du risque ainsi qu'à la prise de décision en situation d'incertitude, dans un contexte de mise à l'agenda des politiques d'adaptation au changement climatique et d'augmentation des événements météo intenses. J'étudie ces changements sous l'angle des problèmes de représentation, de traduction et d'appropriations des prévisions probabilistes dans la relation entre Météo-France et ses clients. J'étudie également les enjeux de décision, de ré-agencement des expertises, et de responsabilité des acteurs en situation d'incertitude, dans un contexte de crise météo-climatique. C'est dans ce cadre que j'ai assuré la direction deux ans durant d'un séminaire de recherche « météo et SHS » en lien avec le Centre national de recherches météorologiques (UMR CNRS-Météo France) et Météo-France, qui croisait les regards scientifiques sur des objets relatifs à la météorologie et la climatologie.

D/ Enfin j'ai entamé une nouvelle recherche sur les discriminations des femmes et des minorités ethno-raciales dans l'accès aux droits sociaux dans le cadre du projet franco-allemand ANR-DFG Access-Plus. Ma contribution à ce projet, à partir d'entretiens, d'observations *in situ* et de sources documentaires, vise à interroger les modes de réception et de mise en œuvre dans l'action publique locale des objectifs de lutte contre les discriminations et d'accès aux droits. Dans cette enquête, je m'intéresse d'une part aux logiques de gouvernance et de division du travail des acteurs de l'Etat social (opérateurs nationaux, conseils départementaux, préfetures, communes, maisons France service, centres sociaux) à l'échelle départementale (cas de la Seine-Saint-Denis) ; d'autre part, je m'intéresse plus particulièrement au rôle des centres sociaux dans l'accès aux droits et aux tensions qui les traversent : le rôle croissant de guichet des centres sociaux et les caractéristiques socio-ethniques de leurs personnel en font à la fois des espaces « sanctuarisés » d'exercice de la citoyenneté sociale autant que des acteurs indirects des discriminations touchant les habitant.es des quartiers populaires, dont les difficultés d'accès aux droits se trouvent renforcées par les redivisions du travail de l'Etat social en cours.

### **3.2. THESE**

La thèse – *La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015)* – analyse la contractualisation des subventions mise en place par les conseils généraux à destination des collectivités locales infra-départementales. Ces politiques de territorialisation de l'action publique s'inscrivent dans des dynamiques de recomposition des rapports de pouvoir entre les collectivités locales et entre les échelles d'intervention publique. A partir d'une étude de cas, la thèse montre comment les « contrats de territoire » sont construits et mis en œuvre, dans les années 2000, comme des instruments devant permettre au conseil général, fragilisé par les réformes des institutions locales, d'exercer une emprise sur son territoire alors que celle-ci ne va pas de soi. La confection de règles, d'organisations du travail, de savoirs et d'outils statistiques et cartographiques, contribue à structurer une « raison du territoire » départemental. Ces ressources constituent pour le conseil général de nouveaux appuis qui lui permettent d'endosser un rôle d'« expert-prescripteur » de l'aménagement de son territoire. J'ai saisi empiriquement les processus qui concourent à la revendication de cette juridiction territoriale par le conseil général à partir de l'analyse des multiples investissements matériels et idéels qu'elle suppose et des relations politico-administratives qui la trament.

Cette approche à hauteur d'acteurs m'a permis de mettre en évidence les rapports d'interdépendance et les asymétries qui configurent les relations politiques locales et de saisir les limites d'une telle entreprise. Elle interroge ce que les instruments de gouvernance, comme la contractualisation, et les tentatives de contrôle politique qu'ils renferment peuvent nous apprendre sur les formes contemporaines de gouvernement local et d'inscription territoriale du pouvoir. Dans le fil de mes ambitions de croisement disciplinaire et, plus généralement, de multiplication des angles d'approche des objets, la thèse cherche à articuler une sociologie de l'action publique « en train de se faire » et une sociologie du travail politique et administratif.

### **3.3. PUBLICATIONS**

#### ○ **OUVRAGES**

– Co-direction, avec Olivier Giraud et Nikola Tietze de l'ouvrage collectif *Inégalités, non-recours et discriminations : Etat et citoyenneté sociale entre normes et pratiques*, à paraître en 2025.

Cet ouvrage explore l'articulation de l'État social à la citoyenneté sociale. A cet égard, les notions d'« inégalités sociales », de « non-recours » et de « discriminations » sont analysées comme des catégories d'action publique, issues des débats publics et académiques, employées, à différents moments, par des acteurs distincts et dans différents contextes historiques, pour désigner et caractériser des problèmes ou « des déficits » qui pèsent sur cette articulation. Ces trois notions, partiellement concurrentes, renvoient non seulement à une façon de théoriser les rapports sociaux et, singulièrement, les relations des individus et groupes sociaux à l'État social, mais informent également les aspects pratiques qui en relèvent dans la construction de l'action publique. Les instruments d'action publique, d'initiative publique, associative ou marchande, jouent ici un rôle clé car ils sont censés structurer les interactions sociales qui s'inscrivent dans la quête d'intégration sociale et de lutte contre les inégalités.

– *La raison du territoire. Action publique et emprises territoriales* (titre provisoire). Projet d'ouvrage issu de ma thèse, à paraître dans la collection « Action Publique » des Editions du Croquant.

L'ouvrage entend contribuer à ouvrir « la boîte noire » des conditions d'exercice d'un pouvoir d'une institution sur son territoire, à partir de l'analyse des politiques territoriales et de leurs instruments. Il aborde cette question sur un versant peu emprunté, à savoir ce qui équipe le rapport au territoire d'une institution, en s'appuyant notamment sur le cas de la mise en œuvre de dispositifs contractuels par les conseils départementaux à partir des années 2000. L'enquête montre ainsi que ce rapport au territoire est d'abord le produit d'une entreprise politique, et qu'il tient tout à la fois grâce à des outils d'objectivation cartographiques et statistiques (permettant d'indexer des échelles et de construire un espace de commensurabilité), à des organisations du travail et des instruments d'allocation spatialisée de ressources, autant qu'à des règles définissant un cadre territorialisé de conduites et de relations. Ce rapport au territoire n'est cependant jamais acquis une fois pour toutes. Il est une construction continue et permanente, dont les formes évoluent dans le temps, et qui peut se heurter à d'autres façons de le penser et de le produire, ou à des forces qui l'ignorent ou s'y opposent.

#### ○ **DIRECTION DE NUMERO DE REVUE**

– Codirection, avec Gwenaëlle Perrier, du numéro *Injonctions modernisatrices* de la revue *Politix* (n°124, 2018).

Ce numéro s'inscrit dans le prolongement de journées d'études co-organisées avec Gwenaëlle Perrier (MCF, Université Paris-XIII) dont la visée programmatique consistait à faire du travail dans les administrations un analyseur des transformations de l'action publique en articulant ainsi sociologie du travail et sociologie politique (« Penser l'action publique par le travail de ses acteurs », juin 2015). Ce dossier de la revue *Politix* est consacré aux décalages et aux tensions entre les injonctions à la « modernisation » de l'action publique et des administrations, devenues un véritable sens commun des élites dirigeantes depuis le tournant néo-managérial, et le peu d'attention portée par les « réformateurs » au travail quotidien des agents (fait de gestion des dossiers, d'informations à saisir, de rendez-vous à honorer, de régulation de files d'attente, etc.) qui est pourtant l'une des cibles centrales de la politique de réforme de l'État.

○ **ARTICLES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE**

– « L'action publique partenariale et le travail des cadres intermédiaires des collectivités locales, entre politique et administration », en cours d'évaluation par la revue *Gouvernement et Action Publique* (modifications demandées sur la première version).

Cet article vise à explorer le travail politique des cadres intermédiaires des collectivités territoriales, relativement peu documenté dans la littérature. La multiplication des instruments de l'action publique partenariale tend pourtant à les placer en première ligne dans ces régulations politiques. Cela contribue à flouter toujours plus les frontières de la division du travail politico-administratif, amenant les cadres intermédiaires à les franchir « par la bande ». A partir de l'étude d'un dispositif de contractualisation mis en place par un conseil général à destination des collectivités infra-départementales, cet article montre comment ces cadres intermédiaires sont partie prenantes des entreprises politiques de leurs institutions, dans une répartition des rôles implicite et entendue avec le personnel politique. Il montre comment leur travail de coordination, d'intermédiation, de négociation, de confection d'outils conduit à déplacer la démarcation usuelle entre « politique » et « administratif » sans la remettre en cause ouvertement. Dans ces configurations, le registre administratif constitue ainsi un appui pour faire de la politique sans le dire.

– « Météo-France and the aeronautical sector, the weakness of strong ties? Regulatory order and polarized socio-professional positions in the understanding of the service relationship », en cours d'évaluation par la revue *Weather, Climate and Society*.

Du fait de la très forte météo-sensibilité de leur activité d'une part et de sa très forte dimension sécuritaire d'autre part, les acteurs du secteur aérien ne sont pas des usagers ordinaires de Météo-France. Une relation et une histoire institutionnelles singulières les lie, construites notamment autour d'un partenariat de service exclusif entre Météo-France et la DSNA (la direction des services de la navigation aérienne), et de ressources conséquentes consacrées par Météo-France aux services météo à la navigation aérienne. Pourtant, en dépit de ces liens très forts, une relative distance, voire une incompréhension, marque leur relation. Mettre au jour les ressorts de ce paradoxe conduit à analyser la relation de service et ses dynamiques à partir de l'ordre de régulation complexe dans lequel elle s'inscrit d'une part, et de l'asymétrie des positions socio-professionnelles des acteurs d'autre part.

– « Les usagers professionnels des prévisions météorologiques probabilistes : des rapports variés à l'incertitude », *La Météorologie, revue de l'atmosphère et du climat* n°123, 2023.

Cet article, fondé sur des entretiens réalisés auprès d'agents et de clients de Météo-France, cherche à décrire et à analyser les rapports variés que ces derniers entretiennent avec les phénomènes météorologiques. Après avoir isolé différentes variables explicatives (météo-sensibilité continue ou fragmentée, échéance de la météo-sensibilité, rapport au risque,

rapport au marché, rôle du métier, de la qualification et de la position hiérarchique), il montre que les différents rapports au phénomène météo et, par extension, à l'information de prévision probabiliste, s'explique par des combinaisons singulières de ces variables. Les cas très contrastés des énergéticiens et des gestionnaires d'autoroute sont ainsi mis en évidence pour illustrer ces combinaisons de variables.

– « Politique des mots d'ordre réformateurs. Le travail administratif face aux injonctions modernisatrices de l'État », *Politix*, n°124, 2018, p. 7-32 (avec Gwenaëlle Perrier).

Dans l'article introductif de ce numéro, Gwenaëlle Perrier et moi revenons sur cet « angle mort » paradoxal des réformes dites de « modernisation » de l'État : l'activité des agents publics. Partant du constat que la disjonction entre les mots d'ordre réformateurs et le travail concret qu'ils sont censées recomposer tend à être « invisibilisé » par la division du travail au sein du champ académique en France, entre science politique et sociologie du travail, nous avons choisi de croiser la sociologie de l'action publique et l'analyse du travail et de faire du travail des agents publics le point d'entrée pour analyser ce paradoxe (à partir de différents terrains : la politique de maintien de l'ordre, celle de l'emploi, la lutte contre la pauvreté, l'évaluation des politiques publiques, le contrôle des comptes). L'article montre alors que la généralisation des mots d'ordre et des dispositifs réformateurs peut recouvrir des situations où les pratiques professionnelles ne changent que de façon parcellaire. L'entreprise réformatrice induit parallèlement des recompositions de l'activité des agents liées à la mise en visibilité des réformes, qui devient de ce fait un travail en soi. La consistance de ces politiques symboliques tient aussi aux appropriations plurielles dont elles font l'objet par les agents concernés.

– « Répondre à l'appel (à projets). Récits d'un apprentissage silencieux des normes de l'action publique patrimoniale », *Politix*, n°105, 2014, p. 213-232.

Cet article valorise les principaux résultats d'une enquête de terrain effectuée dans le cadre de mon mémoire de master à Paris-I, qui portait sur le développement de l'instrument « appel à projets » dans l'action publique locale. J'y analyse le processus de candidature de collectivités – et plus particulièrement le travail des chargées de mission qui en avaient la responsabilité – à un appel à projets régional FEDER portant sur le patrimoine culturel. Je montre comment cet instrument de plus en plus utilisé s'inscrit dans le spectre des modes incitatifs de gouvernement se réclamant du principe de subsidiarité, tout en mettant en lumière des dynamiques silencieuses d'autodiscipline, masquées par des apparences de choix. L'article revient en particulier sur les processus d'apprentissage et d'investissement des chargées de mission pour conformer les projets proposés aux normes de l'appel à projets.

#### ○ CHAPITRES D'OUVRAGE COLLECTIF

– « Le rôle des centres sociaux dans l'accès aux droits, entre révélateur et limitateur d'inégalités. Le cas de la Seine-Saint-Denis », in Breton (E.), Giraud (O.), Tietze (N.), dir., *Inégalités, non-recours et discriminations : État et citoyenneté sociale entre normes et pratiques*, à paraître en 2025.

La dématérialisation des démarches administratives conjuguée à une crise de l'attractivité des métiers du travail social notamment en Ile de France et à l'externalisation de certaines missions assurées jusque-là par les opérateurs de l'État sur les autres acteurs du secteur a conduit les centres sociaux, dans bien des situations, aux « avant-postes » de l'État social recomposé. L'ethos militant de leurs salariés et bénévoles, lié à des valeurs d'accueil, de solidarité, et d'action de proximité, la frontière souvent fine entre travail rémunéré et bénévole, les ressources d'autochtonie et la proximité sociologique qui peut exister avec les usagers font parfois des centres sociaux les derniers remparts contre la déliaison sociale et le non recours

aux droits, en dépit de leurs moyens tendancielleme nt en baisse. Cette perspective interroge en retour sur le réagenceme nt des missions des acteurs dans l'accès aux droits, la hiérarchisation des ressortissants de l'action publique, et les écarts ambivalents entre les mots d'ordre de l'action publique et leur mise en œuvre.

– « Réenchanter l'austérité. L'esprit ingénieur face aux réformes du service public de la météorologie » (avec Maëlezig Bigi), in Le Feuvre (N.), Perrenoud (M.), dir., *Les frontières du travail : déplacements, brouillages et recompositions*, Toulouse, OctareS, à paraître en 2024.

Cette contribution porte sur une réforme profonde de Météo-France, le programme 3P (programme prévision-production), amorcé en 2016. Ce programme vise à automatiser la production des prévisions météorologiques, concentrer l'expertise des prévisionnistes sur des missions de conseil à destination d'usagers météo-dépendants, et enfin développer de nouveaux produits de prévisions tenant mieux compte des besoins des utilisateurs. A partir d'une enquête de terrain conduite entre 2018 et 2022, l'article met en évidence comment la réforme 3P cristallise et tente d'articuler des rationalités plurielles en tension qui traversent Météo-France. Il montre ainsi comment 3P témoigne d'une dynamique d'adaptation de « l'esprit d'ingénieur », valorisant l'innovation et le progrès technoscientifique, aux valeurs du nouveau management public et à la recomposition des rapports entre l'Etat et le marché.

– « La politique territoriale d'Emmanuel Macron : recentralisation budgétaire et accommodement territorial » (avec Patrick Le Lidec), in Dolez (B.), Douillet (A.-C.), Fretel (J.), Lefebvre (R.), dir., *L'entreprise Macron 2*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2022, p. 237-248.

Les réformes territoriales n'ont pas constitué une priorité pour le président Macron. Il s'est d'abord positionné en gardien du système territorial dont il a hérité : répondant aux attentes des élus locaux en faveur de la stabilité, il a pris la défense des réformes de la mandature précédente, y compris lorsqu'elles étaient contestées (découpage régional, loi NOTRe), en pratiquant un assouplissement contrôlé. Mais il a eu tendance à utiliser les réformes institutionnelles comme contrepartie aux efforts budgétaires imposés aux collectivités, afin de limiter leurs protestations. La suspension de la réforme des métropoles-département, l'assouplissement relatif des contraintes imposées aux communes dans les intercommunalités avec la loi Proximité et engagement, ainsi que la loi 3DS peuvent s'interpréter comme des monnaies d'échange pour un pouvoir exécutif soucieux d'apaiser ses relations avec des collectivités majoritairement détenues par les oppositions. On peut enfin noter une certaine plasticité des positionnements de l'exécutif sur les questions institutionnelles liée à sa stratégie d'adaptation à la « crise des gilets jaunes » puis à la crise de la Covid-19. Ces deux crises ont conduit le président de la République à réaffirmer son credo décentralisateur, en dépit de la faible implantation territoriale de LREM.

– « Pourquoi la "haine" du département ? », in GIS-GRALÉ, *Droit et Gestion des collectivités territoriales 2021 - Le Local face à la crise sanitaire*, Paris, Éditions Le Moniteur, 2021, p. 673-682.

Alors que le conseil général voit sa place réaffirmée avec les premières lois de décentralisation des années 1980, en dépit de critiques très anciennes, la tendance s'inverse à partir des années 1990. Il devient alors la collectivité de trop : trop archaïque, trop rurale, trop notable, trop petite pour affronter les enjeux d'avenir que façonne une économie de marché mondialisée, incapable de piloter une action publique modernisée sur son territoire. Cette contribution prend comme point de départ l'hostilité envers le conseil général exprimée ouvertement dans le milieu académique, pour expliquer comment ces prises de position expriment un « tournant territorial » des sciences sociales qui valorise des normes d'action publique que tout oppose à

l'écologie politico-administrative de l'institution départementale. Elle montre ensuite comment ces normes prennent consistance dans une séquence de réformes territoriales dans les années 1990 marginalisant le conseil départemental dans la gouvernance locale multi-niveaux.

– « “Simplifier” l'action publique locale ? Les coûts de la rationalisation des relations financières entre collectivités territoriales. Le cas de la contractualisation mise en place par un conseil général français », in Vandelli (L.), Guérard (S.), dir., *L'impact de la crise économique sur les collectivités locales en Europe*, Clermont-Ferrand, Éditions Institut universitaire Varenne, 2017, p. 405-423.

Cette contribution porte sur les coûts de la contractualisation des relations financières entre collectivités locales. Elle s'appuie sur l'enquête de terrain réalisée dans le cadre de la thèse, et plus spécifiquement sur l'étude de cas développée dans cette dernière. Elle montre comment la mise en place de la contractualisation par les conseils départementaux, visant à allouer plus « rationnellement » des ressources financières aux collectivités infra-départementales, induit toute une série de contraintes et d'investissements, liés à la production de nouveaux appuis à l'action des acteurs. Ces coûts se lisent au travers de la constitution de nouveaux savoirs, de l'apprentissage de nouveaux savoir-faire et de l'investissement d'un nouveau rôle institutionnel, qui équipent la stratégie de légitimation du conseil départemental vis-à-vis des collectivités infra-départementales et de recomposition de leurs relations politiques.

#### ○ RECENSIONS

– Compte-rendu de l'ouvrage de Rémi Lefebvre et Sébastien Vignon, dir., *Politiser l'intercommunalité ? Le cas des élections locales de 2020* (2023), dans *la Revue française de science politique*, 73 (4), 2023.

– Compte-rendu de l'ouvrage de Didier Demazière et Patrick Le Lidec, dir., *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages* (2014), dans *Sociologie du travail*, 58 (1), 2016.

#### ○ TRADUCTION

– Traduction depuis l'anglais d'un entretien avec Arend Lijphart, « La négociation dans les démocraties majoritaires et de consensus », *Négociations*, n°21, 2014, p. 13-19.

#### ○ DIFFUSION DE LA RECHERCHE

– « 50 nuances de rapports à l'incertitude. Sociologie de la relation des usagers professionnels à la prévision météorologique », *AOC*, 28 novembre 2023, en ligne.

– « Les CRTE, une occasion manquée pour la territorialisation de la transition écologique ? », Note pour la Fondation de l'Écologie politique, mars 2023, en ligne.

– Participation à une table ronde à la journée de réflexion « Appels à projets en consortium : l'union fait la force ? », organisée par le Mouvement associatif Hauts de France et la Fédération des centres sociaux Nord-Pas-de-Calais, 29 novembre 2022, Roubaix.

– « La contractualisation comme moyen de revendiquer une juridiction territoriale », *Public !, blog de la recherche et de l'innovation en gestion publique*, Institut de la gestion

publique et du développement économique, ministère de l'Economie et des Finances, 8 décembre 2022, en ligne (<https://igpdepublic.hypotheses.org/2106>).

– “La contractualisation, un outil de (re)structuration des relations entre acteurs publics”, *Acteurs publics*, en ligne (<https://acteurspublics.fr/articles/la-contractualisation-un-outil-de-re-structuration-des-relations-entre-acteurs-publics>) (reprise d'un billet de blog paru sur *Public !, blog de la recherche et de l'innovation en gestion publique*).

– « Faut-il un nouvel acte de décentralisation en France ? » (interview), Radio chrétienne francophone, 3 décembre 2021.

– La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015), *Regards sur la recherche dans l'action publique locale, édition 2020*, Centre national de la fonction publique territoriale, 2020, p. 34-39 (accessible en ligne : <https://inet.cnfpt.fr/ressources/publications-eleves-stagiaires-linet/recherche-territoires>).

#### ○ PRIX SCIENTIFIQUE

1<sup>ER</sup> prix Georges-Dupuis des collectivités territoriales 2020 décerné par le GRALE (Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe) (jury composé de chercheurs en droit, en science politique, en sciences de gestion, en économie et en urbanisme, et de professionnels des collectivités locales).

### **3.4. PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES**

J'ai eu l'occasion de présenter un certain nombre de résultats de mes travaux lors de colloques internationaux de sociologie et de science politique (IPSA, SASE, OLA, JIST, ECPR), dont plusieurs fois en langue anglaise, ou lors de congrès nationaux de sociologie (AFS), de science politique (AFSP) et de journées d'études.

#### ○ COLLOQUES

- ANIMATION :

- Chair du panel “Habitus clivé ? The Experience of Social Mobility”, conférence internationale *Bourdieu, Work and Inequalities*, organisée par Maxime Quijoux (CNRS-LISE) et Benjamin Brundu-Gonzalez (LSE), Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 16-18 novembre 2022.

- DISCUSSION :

- Discutante d'un panel au colloque *Vivre de la politique. Engagement, carrières et contrôles*, projet ANR ELUAR - Les élus et l'argent, analyses des conditions matérielles d'exercice des mandats électoraux, dirigé par Rémy Le Saout et Didier Demazière (panel : *Vivre de la politique, sans vraiment en vivre*), CURAPP, 25 mars 2021.

- COMMUNICATIONS :

- « Le rapport situé des gestionnaires de crise à l'incertitude météorologique : configurations, expertises, travail de décision », *60ème colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF)*, Université de Strasbourg, 26-28 juin 2024 (avec Philippe Palany, PHEEAC - UMR 8053).
- « Que faire de l'incertitude du temps qu'il fera ? Quand la prévision probabiliste bouleverse les frontières des expertises professionnelles dans la relation entre prévisionnistes de Météo-France et ses usagers », *10ème congrès de l'AFS, RT 29 Sciences et techniques en société*, Lyon, 4-7 juillet 2023.
- « Quand les cadres intermédiaires des collectivités locales "font de la politique". Variations sur les divisions informelles du travail politico-administratif », *Colloque Travail et politique, Ecole doctorale de science politique de l'université Paris 1*, Paris, 17 février 2023.
- « Les rapports hétérogènes des clients de Météo-France à l'évènement météo et aux informations de prévision probabiliste », *Journées R&D de Météo-France - Produits et valorisation de la prévision d'ensemble*, Météopole de Toulouse, 5 et 6 décembre 2022.
- « La mise en œuvre des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) : les objectifs de transition écologique face aux logiques de régulation financière de la contractualisation », *16ème congrès AFSP 2022, ST 45 - L'environnementalisation de l'action publique locale saisie par son financement*, Lille, 5-7 juillet 2022.
- « Les outils des politiques territoriales dans la concurrence entre échelons d'action publique », session Reconfigurations des politiques territoriales dans les zones rurales, *58ème congrès de l'ASDRLF, Transitions, gouvernance territoriale et solidarités*, Rennes, 29 juin-1er juillet 2022.
- « Quand le paradigme probabiliste bouleverse Météo-France. Les (re)divisions du travail dans l'État-ingénieur », *17ème Journées internationales de sociologie du travail*, 10-12 novembre 2021 (Avec Maëlezig Bigi).
- « The use of contractual agreements in intergovernmental relations. A tool of governance or a tool of government? », *ECPR General Conference - Virtual Event*, 30 août – 3 septembre 2021.
- « Quand l'intendance ne suit pas. Hypothèses sur la disjonction entre stratégie et mise en œuvre dans les institutions publiques en France à partir de la comparaison entre Etat et collectivités locales », *9ème congrès de l'Association française de sociologie*, Lille, 6-9 juillet 2021.
- « Se saisir de son territoire par la contractualisation de ses aides financières. La politique de soutien aux communes et EPCI des conseils départementaux », *Colloque international IDEP 2016 (interdisciplinarité dans les études du politique) – La gouvernance multiniveaux au carrefour des disciplines*, Marne-la-Vallée, 15-16 septembre 2016.
- « When competition overrides collaboration. How contractual agreements in French local governments can reinforce hierarchical orders and leadership in a context of financial and political crisis », *24ème Congrès de l'International Political Science Association*, Poznań (Pologne), 23-28 juillet 2016.

– « Prescrire pour exister. Expertise et nouvelle professionnalité dans l'action publique locale », *15<sup>ème</sup> Journées internationales de sociologie du travail*, Athènes (Grèce), 11-13 mai 2016.

– « Contractualiser les subventions aux collectivités locales : un instrument de légitimité politique en situation de restriction budgétaire ? », *13<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de science politique*, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015.

– « "Simplifying" local public action ? The costs of rationalising financial relations between local authorities », *Colloque du réseau européen OLA (Observatory on local autonomy) – Simplification of Local Administration in Europe : Levels and Dimensions*, Bologne (Italie), 30-31 octobre 2014.

– « The Tools of Retrenchment Policies. The Shaping and Uses of a "Policy Contract" in French Local Governments, between Legitimization and Depoliticization », *26<sup>ème</sup> Conférence de la SASE (Society for the Advancement of Socio-Economics)*, Chicago (États-Unis), 10-12 juillet 2014.

– « Répondre à un appel à projets. Ou comment s'effectue l'imposition discrète des normes de l'action publique », *5<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de sociologie*, Nantes, 2-5 septembre 2013.

#### ○ JOURNEES D'ETUDES

– « L'extension de la bureaucratie. Le rôle des bureaucrates dans les entreprises politiques des collectivités locales », *Journées d'étude – Regards croisés sur la bureaucratie*, 18 et 19 novembre 2021, LATTs, Champs sur Marne.

– « La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015) » (présentation de ma thèse), *Premières universités d'été de la décentralisation*, GRALE et Université de Toulon, 3 juin 2021.

– « La politique territoriale d'Emmanuel Macron : de la difficulté à rompre avec "l'ancien monde", *L'entreprise Macron (2)*, Université Paris-1 et Université de Lille, 20 mai 2021 (avec Patrick Le Lidec).

– « Objectivation scientifique et enjeux de loyauté auprès d'agents d'une collectivité locale en contexte de participation observante », *Doctoriales de l'Association française de science politique*, ateliers ETHNOPOL, Paris, 22 juin 2016.

#### ○ WORKSHOPS

– « De l'éducation populaire à l'accès aux droits ? Ce que les recompositions des missions des centres sociaux nous disent de la politique de l'accès aux droits sociaux à l'échelle locale - le cas de la Seine-Saint-Denis », *Lutte contre les discriminations et accès aux droits comme enjeux d'action publique*, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, 17 novembre 2023.

– « Les Contrats de relance et de transition écologique et la transformation des relations entre État et collectivités locales », *Gouvernance territoriale de la transition énergétique en France*, Sciences Po – CEE, 26 novembre 2021.

#### ○ ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

– Co-organisation de la journée d'étude, « Access-Plus, Etat des lieux des terrains et des travaux », Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 16 juin 2023.

– Responsable scientifique et de l'organisation de la conférence d'été « Météo et SHS » (CNAM et Météo-France), 5 juillet 2022, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris.

– Responsable du séminaire « Météo et SHS » (avec Météo-France), 2020-2022.

- Décision et l'action organisée en situation d'incertitude : Sylvain Mondon (Météo-France), Olivier Borraz (CNRS), François Dedieu (INRAE)
- Intelligence artificielle, Data et personnalisation : quels enjeux pour quels usages ? : Dominique Cardon (MédiaLab), Christophe Baehr (CNRM)
- Représentations et prise en charge des risques climatiques : Sara Aguiton (CNRS), David Demortain (INRAE)
- Autour de l'ouvrage *Les Révoltes du ciel*, de J-B. Fressoz et F. Locher. Trois éclairages sur l'action de l'homme sur le climat : histoire, micrométéorologie, *data rescue* : J-B. Fressoz (CNRS), Yves Brunet (INRAE), Sylvie Jourdain (Météo-France)
- L'intégration du changement climatique dans l'aménagement des villes : Julia Hidalgo (CNRS), Sinda Haouès-Jouve (Toulouse 2), Charlotte Halpern (CEE)
- Rapports entre science, expertise et politique dans le cas de la lutte contre le réchauffement climatique : Hervé Douville (CNRM), Hélène Guillemot (CNRS-EHESS)
- Réformes managériales de l'Etat et travail des agents publics : Eléonor Breton (Cnam), Jean-Marie Pillon (Paris Dauphine)

– Co-organisatrice, avec G. Perrier, des journées d'études : « Penser l'action publique par le travail de ses acteurs », les 16 et 17 juin 2015 (CNAM et Université Paris-XIII).

– Co-organisation des journées d'étude de l'axe « Travail » du LISE : « A quoi nous sert l'activité pour comprendre le travail ? », 29 et 30 avril 2014 (CNAM).

### **3.5. AUTRES ACTIVITES COLLECTIVES ET ANIMATION SCIENTIFIQUE**

– Évaluatrice pour la *Nouvelle Revue du Travail* (depuis 2022)

– Évaluatrice pour la *Revue d'anthropologie des connaissances* (depuis 2022)

– Éluë au Conseil de l'École doctorale Abbé-Grégoire du CNAM (2016-2017)

– Responsable du séminaire des doctorant-e-s du LISE (2013-2014)

– Co-organisatrice de l'atelier « Enseignement » du LISE (2013-2014)

– Co-organisatrice des journées doctorales de l'École doctorale Abbé Grégoire du CNAM (22-23 mai 2013)

## **4. ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT ET INGENIERIE DE FORMATION**

---

Mon expérience d'enseignement est variée, tant du point de vue des disciplines enseignées (sociologie, science politique) et des publics (formation continue, formation initiale) que des formats (CM, TD, séminaires). J'ai enseigné à différents niveaux, de la

licence jusqu'au master, en partie auprès de publics découvrant la sociologie ou la science politique, m'amenant à construire des séances sur les fondements de la posture sociologique nourrie d'illustrations accessibles.

Depuis septembre 2023 j'assure **une mission de capitalisation, d'évaluation et d'aide à l'ingénierie du cycle de formation continue de l'INET** (institut national des études territoriales) destiné aux directeurs généraux de collectivités locales, dans le cadre d'une collaboration avec le CNFPT (centre national de la fonction publique territoriale). L'objectif est à la fois de capitaliser les enseignements par le biais de synthèses et de mises en perspective des modules (6 modules de 3 jours dans l'année), d'introduire chaque module en le repositionnant dans le programme de formation, et enfin d'appuyer l'équipe pédagogique dans l'évolution du contenu de formation à partir d'un diagnostic des besoins et des attentes.

J'ai d'abord enseigné la **sociologie générale, la sociologie des organisations et la sociologie du travail et de l'emploi** au CNAM. Les adultes en formation continue inscrits dans ces diplômes travaillent ou se reconvertissent pour la plupart dans le secteur de l'intervention sociale au sens large (santé, éducation, emploi, etc.), et donc dans des organisations publiques (collectivités locales, État) ou associatives travaillant souvent pour le compte de ces dernières. L'orientation professionnelle de ces diplômés m'a ainsi conduite à articuler mes enseignements avec les expériences professionnelles des auditeurs et auditrices ainsi qu'à mes objets de recherche et parfois, à ma propre expérience professionnelle passée, au sein des collectivités locales. Ainsi, j'ai pu adosser mes cours à des réflexions relatives à la sociologie des administrations, aux dynamiques, notamment locales, de concurrence et de coopération entre elles, aux politiques publiques mises en œuvre, ou encore aux dispositifs qui les instrumentent. La validation de certaines unités d'enseignement reposant notamment sur la réalisation d'un petit travail d'enquête, des séances consacrées aux méthodes d'enquête des sciences sociales étaient incluses dans mes enseignements. Enfin, j'ai également eu l'occasion d'encadrer des dossiers et mémoires professionnels.

Par ailleurs, ces premières expériences d'enseignement avec un public varié en reprise d'études, dans un format particulier de formation pouvant se dérouler sur des journées entières m'ont rapidement habituée à varier les angles d'approche des sujets, les supports et les activités pédagogiques (analyse d'extraits de vidéos ou de bandes sons, analyse d'images, analyse d'extraits de textes, balades sociologiques, séances d'observation *in situ*, travail en groupes réduits et organisation de débats notamment).

J'enseigne également la **science politique** depuis 2016 dans le cadre **d'enseignements généraux** (licence et master de science politique aux Universités de Lille et Paris-I : sociologie de l'État, des comportements politiques, des mouvements sociaux et des mobilisations, etc.) et d'enseignements spécialisés en **sociologie de l'action publique** (masters, notamment de science politique, aux Universités de Nantes et Paris-I). J'ai enseigné également **l'action publique environnementale**, notamment à un public d'ingénieurs (AgroParisTech), ainsi que la science politique en anglais.

**Tableau récapitulatif des enseignements dispensés (2013-2023) (493 h)**

| <b>Intitulés</b>   | <b>Volume horaire (total)</b> | <b>Forme pédagogique</b> | <b>Niveau de formation</b>  | <b>Année</b>                  | <b>Diplôme</b>  |
|--|-------------------------------|--------------------------|---|-------------------------------|---|
| <b><i>Sociologie de l'action publique - 104h</i></b>   |                               |                          |   |                               |   |
| 1. <i>Concepts utiles pour décrypter l'action publique et ses évolutions</i>   | 2h                            | module                   | Certificat "Elu local et gouvernance publique : réussir son mandat" | 2023                          | <b>Sciences Po Executive Education / IFGP</b>   |
| 2. « <i>Instruments de l'action publique environnementale et sectorielle</i> »<br><br>(coordonné avec Charlotte Halpern) | 50h                           | séminaire                | master  | 2020-21<br>2021-22<br>2022-23 | <b>AgroParisTech</b><br>Master 2 PPSE<br>« Politiques publiques et stratégies pour l'environnement »  |
| 3. « <i>Système politico-administratif et réforme territoriale</i> »   | 12h                           | séminaire                | master  | 2020-21<br>2021-22            | <b>AgroParisTech</b><br>Master 2 PPSE<br>« Politiques publiques et stratégies pour l'environnement »  |
| 4. « <i>Méthodologie du diagnostic territorial</i> »   | 12h                           | séminaire                | master  | 2020-21<br>2021-22            | <b>Université de Nantes</b><br>Master 1 de sociologie, « Action publique territoriale »               |
| 5. « <i>Les instruments d'action publique</i> »  | 16h                           | séminaire                | master  | 2022-23<br>2023-24            | <b>Université de Nantes</b><br>Master 2 de sociologie, « Action publique territoriale »               |
| 6. « <i>Sociologie des relations financières dans l'action publique locale</i> »   | 12h                           | séminaire                | master  | 2016-17                       | <b>Université Paris 1</b><br>Master 2 de science politique, parcours « Action publique territoriale » |
| <b><i>Science politique (enseignements généraux) - 140h</i></b>  |                               |                          |   |                               |   |
| 7. « <i>Political Science in English</i> »   | 36h                           | TD                       | master  | 2021-22                       | <b>Université Paris-I</b><br>Master de science politique  |
| 8. « <i>Sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux</i> »  | 20h                           | CM                       | licence   | 2021-22                       | <b>Université Paris-I</b><br>Licence de science politique   |
| 9. « <i>Transformations des sociétés contemporaines</i> »  | 36h                           | TD                       | licence   | 2021-22                       | <b>Université Paris-I</b><br>Licence de science politique   |
| 10. « <i>Introduction</i> »  | 30h                           | TD                       | licence   | 2020-21                       | <b>Université de Lille</b><br>Licence de science  |

|  |     |           |                              |   |  |
|--|-----|-----------|------------------------------|---|--|
| à la science politique »   |     |           |                              |   | politique  |
| 11. « Introduction à la science politique et méthodologie »                    | 18h | TD        | licence                      | 2020-21   | <b>Université Paris-I</b><br>Licence de science politique  |
| <b>Sociologie générale, sociologie du travail et de l'emploi - 249h - CNAM</b> |     |           |                              |   |  |
| 12. « Champs de la sociologie »  | 62h | CM et TD  | Niveau 3 (Bac+2)             | 2015-2016<br>2016 - 2017                          | Titre professionnel RNCP « Chargé d'accompagnement social et professionnel »                         |
| 13. « Sociologie de l'emploi »   | 24h | CM        | Master                       | 2015-2016<br>2016 - 2017                          | Master Travail et GRH (convention avec l'École supérieure de travail social)                         |
| 14. « Socio-dynamique des organisations et stratégies d'acteurs »              | 96h | TD        | Licence                      | 2013 -2014<br>2014-2015<br>2015-2016<br>2016-2017 | Licence Intervention sociale, parcours « Coordonnateur de projets collectifs en insertion »          |
| 15. « Méthodologie de la recherche »   | 3h  | Séminaire | Master                       | 2015-2016   | Master GRH et sociologie du travail  |
| 16. « Les nouvelles approches de la sociologie des organisations »             | 24h | TD        | Master                       | 2014-2015   | Master GRH, parcours Travail et développement social ( <i>entre autres</i> )                         |
| 17. « Initiation aux questions du travail et de l'emploi »                     | 40h | TD        | -Licence<br>-Niveau3 (Bac+2) | 2013-2014<br>2014-2015                            | Titre professionnel RNCP « Chargé d'accompagnement social et professionnel » ( <i>entre autres</i> ) |